

"Crise politique majeure"

Selon l'UFP

Dans une déclaration remise à la presse cette semaine, l'UFP estime que l'élection présidentielle du vendredi 7 novembre 2003 a "débouché sur une crise politique majeure".

Pour le parti de Mohamed Ould Maaloud, une telle "issue était largement prévisible en l'absence d'un dialogue politique entre les acteurs du processus électoral". Elle affirme par la même occasion avoir entrepris de nombreuses démarches pour éviter pareille situation et fait porter la responsabilité de "cette crise" au pouvoir. Ainsi, celui-ci "après l'expression d'une certaine disponibilité, s'est rétracté derrière l'inopportunité d'une telle entreprise, malgré la bonne volonté réitérée de l'opposition, notamment du candidat de la CAP, Mohamed Khouna Ould Haidalla".

Selon l'UFP, "le pouvoir s'est obstiné à gérer le processus électoral de manière unilatérale. Pire, des mesures notoires de confiance et de transparence lors des législatives et municipales de 2001 ont été simplement remises en cause".

Parmi ces mesures, le parti cite "la possibilité pour les candidats de contrôler l'identité des votants et la conformité avec la liste électorale". Les effectifs par bureau de vote, qui ne devaient pas "être inférieurs à 1000" pour éviter les votes tribaux et donc le contrôle du vote n'ont pas été respectés. L'UFP note également dans sa déclaration "qu'à l'occasion de la présidentielle du 7 novembre 2003, il y'avait des bureaux presque à l'échelle d'une famille élargie".

Le parti note aussi comme "recul par rapport à 2001: le retrait à la dernière minute, sans justification légale, des copies de listes électorales détenues par les représentants des candidats dans les bureaux de vote, comme pour laisser la voie libre à la fraude".

La contestation de ces différentes mesures par les candidats, les états majors, les partis qui les soutiennent et l'opinion publique "ne pouvait que susciter la défiance et la suspicion sur la volonté affirmée des autorités d'assurer un scrutin transparent et équitable", mentionne la déclaration de l'UFP.

Pour la formation de Mohamed Ould Maaouloud, l'opinion publique nationale sera "définitivement convaincue de la détermination du

pouvoir à décider d'avance de l'issue du scrutin avec la mise en œuvre du scénario visant à discréditer le candidat le plus populaire, Mohamed Khouna Ould Haidalla".

Un acte dont le but était de "démoraliser et démobiliser les partisans du candidat" à moins de 12 heures du début des opérations électorales. La déclaration de l'UFP relève "l'ultime mesure de cette intrigue, l'arrestation du candidat Ould Haidalla et de ses compagnons, après les allégations électoralistes du directeur de campagne du candidat sortant, à moins de 24 heures du scrutin était d'une extrême gravité, parce qu'elle faussait radicalement les règles du jeu", une action qui rend "le vote nul" aux yeux de cette formation.

Ainsi, "au vu des accusations de fraude formulées par les trois principaux candidats de l'opposition, fraude que laissait présager l'abandon des mesures de confiance et de transparence, le refus de la présence d'observateurs étrangers et nationaux, ces candidats sont légitimement et légalement fondés à réclamer la reprise de ces élections, pour éviter le triomphe de la politique de la force, l'émergence de la violence aveugle, les dérapages mortels; en un mot le chaos".

L'UFP, une formation "attachée à la paix civile, au dialogue et à la recherche de compromis dynamique entre toutes les parties prenantes au jeu politique national, rejette toute tentative de subvertir la volonté populaire, condamne les arrestations et les manipulations électorales. Elle interpelle le pouvoir qui doit prendre la mesure de ses responsabilités, renoncer à la tentation de régler par la répression arbitraire une crise éminemment politique et évite ainsi, le pire à notre pays".

Enfin elle réclame "la libération sans délai et sans condition de Mohamed Khouna et de ses compagnons, le respect des libertés publiques et individuelles, notamment les libertés d'organisation et d'expression et l'ouverture d'un dialogue sérieux avec l'opposition pour trouver une solution juste à la grave crise ouverte par le scrutin du vendredi 7 novembre 2003.

AMADOU SECK